
La démocratie par le marché. Le cas des pays tchèques (1989-1996)

Magdaléna Hadjiisky

Abstract

Democracy through market. Emergence of a new political elite and construction of a democratic legitimacy in Czech Lands (1989-1996).

Magdaléna Hadjiisky [63-88].

The issue of democratic construction after communism is examined through the study of the new political elites' legitimation system. Based on a field research led in Czech Republic in 1995-97, this study describes the change from the civic movement (Civic Forum) to the political party (Civic Democratic Party) and shows the importance and the sense of this transformation for the appearance of a new political elite and for the development of a democratic transition model based on the market economy rhetoric.

Résumé

La démocratie par le marché. L'émergence d'un nouveau personnel politique et la construction d'une légitimité démocratique en pays tchèques (1989-1996).

Magdaléna Hadjiisky [63-88].

La question de la construction démocratique au sortir du soviétisme est abordée à travers l'étude des modes de légitimation des nouveaux entrants en politique. Fondée sur une recherche de terrain menée en République tchèque en 1995-1997, cette étude retrace le passage du mouvement civique (Forum civique) au parti politique (Parti civique démocratique) et tente de comprendre l'importance et le sens qu'a eu cette transformation dans l'émergence d'une nouvelle élite politique mais aussi dans le passage à un modèle néo-libéral de transition démocratique.

Citer ce document / Cite this document :

Hadjiisky Magdaléna. La démocratie par le marché. Le cas des pays tchèques (1989-1996). In: Politix, vol. 12, n°47, Troisième trimestre 1999. Changer de régime. pp. 63-88;

doi : <https://doi.org/10.3406/polix.1999.1793>

https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_1999_num_12_47_1793

Fichier pdf généré le 10/04/2018

La démocratie par le marché

Le cas des pays tchèques (1989-1996)

Magdaléna Hadjiisky
Institut d'études politiques de Paris
Université Rennes I

AU SEIN des États de l'Europe post-soviétique, les pays tchèques¹ se sont distingués par l'exceptionnelle longévité au gouvernement d'une formation politique nouvellement créée, le Parti civique démocratique (ODS). Cette constance électorale, remarquable dans les années 1992-1996, ne s'est pas réellement démentie depuis lors, malgré les scandales financiers qui ont poussé Vaclav Klaus à démissionner de son poste de Premier ministre en décembre 1997. Jointe à l'extension territoriale du nouveau parti, cette régularité a permis la précoce consolidation d'un personnel politique arrivé au pouvoir national et local dans les années 1990-1992.

Très étrangement, l'élite politique de l'ODS reste un groupe méconnu, sans carte d'identité reconnaissable autre qu'un discours néo-libéral porté par son leader, V. Klaus. Ni notables locaux, ni anciens dissidents, ni anciens communistes réformateurs, les membres de l'ODS ont construit leur arrivée en politique dans une opposition explicite à l'héritage de la «dissidence». Délaissant les références nationales pourtant très positivement connotées, que sont la «Révolution de velours» de 1989 ou la Première République de l'entre-deux-guerres, leurs discours invoquent plus volontiers le modèle de la Grande Bretagne de Margaret Thatcher². Il peut donc paraître étonnant que l'ODS ait si rapidement imprimé sa marque à la scène politique tchèque, alors même que le parti ne s'appuyait à ses débuts sur aucun repère constitué dans le champ politique. Plus étonnante encore est la réussite de l'image du «professionnalisme» et de la figure du «technocrate manager» avancées par le parti de V. Klaus. À première vue, le contexte historique paraissait mal s'y prêter : les événements de 1989 et la volonté de rompre avec le soviétisme semblaient appeler une période où les responsables politiques insisteraient moins sur leur

1. L'expression «pays tchèques» recouvre l'ancienne République tchèque de la fédération tchécoslovaque et l'actuelle République tchèque.

2. Les statuts de l'ODS le définissent comme «un parti politique de type européen classique doté d'un programme de droite conservatrice». À la fondation de son parti, V. Klaus souhaitait nommer l'ODS «Parti conservateur», en hommage au parti de M. Thatcher.

propre spécialisation et davantage sur la construction d'une citoyenneté participative.

Pour comprendre cette réussite inattendue, il faut se garder de sacrifier à une lecture occidentale, prompt à définir la transition à l'Est comme le passage à l'économie de marché, et donc à juger (et choisir) les élites des jeunes démocraties à l'aune de leur compétence à «mettre en place les réformes», introduisant dans l'analyse l'automatisme d'un rapport fonctionnel entre les compétences professionnelles antérieures et l'accession au pouvoir politique.

Les transitions à l'Est ont été fréquemment commentées, en effet, sur le mode du processus allant de soi. Lorsque l'ODS emporte largement les élections de juin 1992 (avec 34% des voix) et devient le premier parti du nouveau gouvernement, un second constat d'évidence succède à celui qui, dans les années 1989-1991, avait crédité les compagnons de Vaclav Havel d'une légitimité «naturelle» due à leur passé dissident. L'interprétation sous-jacente revenait à estimer qu'après le règne les «amateurs» en politique, devait venir celui des «vrais professionnels», aux compétences plus adaptées au passage à l'économie de marché. Après les juristes et les constitutionnalistes nécessaires pour instaurer le cadre institutionnel de la démocratie¹, les pays de l'Est avaient désormais besoin d'économistes pour mettre en place le marché.

Même si certains ont modulé ce type d'analyse très «fonctionnaliste» de l'émergence du nouveau personnel politique, comme Timothy Garton Ash pour qui les cadres de l'ODS s'apparentent à la figure des seconds couteaux court-circuitant leurs aînés² et reproduisant le modèle classique, thermidorien, de renouvellement politique, une vision «naturaliste» des évolutions politiques s'est imposée, oublieuse des luttes politiques, de leur dynamique propre et de ses effets. Nulle naturalité des évolutions sociales ici et moins encore de nécessité fonctionnelle des compétences requises pour accéder au pouvoir politique : ce qui est interprété comme un «retour à la normale» ou comme un «pragmatisme nécessaire» succédant aux utopies de 1989, participe d'un mode de légitimation qui, dans le contexte de la sortie du soviétisme, prend une signification tout à fait particulière, différente de celle qui a cours en Europe occidentale. En République tchèque, la référence constante aux «lois du marché» dans le discours politique, qui veut emprunter à l'économie son ambition à être une science exacte, a pu représenter une croyance et une utopie, au sortir d'une période où c'était précisément le marché qui apparaissait comme l'idée subversive.

1. Les anciens dissidents comptaient d'éminents juristes de la période précédant 1968, tels que Z. Jicinsky, P. Rychetsky ou P. Pithart. Après 1989, ils sont élus au Parlement fédéral et participent aux travaux de préparation de la loi électorale pour les élections de juin 1990, puis de la nouvelle Constitution qui sera finalement votée en 1993.

2. Garton Ash (T.), «Prague : Intellectuals and Politicians», *The New York Review of Books*, 12 janvier 1995.

Réintroduire l'historicité démocratique

Comment analyser la réussite de l'ODS et le renouvellement du personnel politique qui l'a accompagnée ? D'abord en s'affranchissant du point de vue de la transition qui consiste à juger les évolutions en cours uniquement à l'aune d'un but (*la démocratie, le marché*) défini de façon normative, homogène et abstraite. En effet, l'émergence d'une nouvelle élite politique telle qu'elle s'est déroulée en République tchèque ne correspond pas à la lecture microsociologique qu'en donnent généralement les spécialistes des transitions démocratiques. Dans leur ouvrage de référence¹, Philippe Schmitter, Guillermo O'Donnell et Laurence Whitehead s'arrêtent, certes, sur l'indétermination qui caractérise le moment de la transition². À travers la métaphore du « jeu d'échecs multidimensionnel », ils insistent sur la notion d'incertitude qu'ils introduisent à plusieurs niveaux : au niveau du jeu des acteurs (puisque les règles routinières n'ont plus cours), des règles du système politique à venir (qui doivent être reformulées), au principe même de la démocratie, qui est définie notamment par Adam Przeworski comme « l'incertitude institutionnalisée »³.

Pourtant, malgré cette attention à la singularité de chaque processus de transition, ces auteurs n'évitent pas une certaine logique de système. Dans leur perspective, la consolidation démocratique est réalisée quand la démocratie devient *the only game in town* (A. Przeworski) : cette approche privilégie les aspects institutionnels de la démocratie et juge de l'avancée de la démocratisation en fonction de la façon dont les principaux acteurs du système politique intègrent cette « contrainte » dans leurs stratégies, ce qui confère une importance considérable aux élites politiques et à leur « entente ». Cette perspective stratégique est certes indispensable. Elle risque cependant d'introduire l'illusion de la prévisibilité et du contrôle du processus par le seul jeu des « acteurs stratégiques », en versant dans ce que Michel Dobry appelle « l'illusion héroïque »⁴. Or, cette intentionnalité affleure nettement dans les développements concernant les élites politiques et leur rôle dans la transition. Ph. Schmitter et Terry Lynn Karl concluent leur examen

1. O'Donnell (G.), Schmitter (P.), Whitehead (L.), *Transitions from Authoritarian Rule : Prospects for Democracy*, Baltimore and London, John's Hopkins University Press, 1986.

2. Au moment de sa parution, le grand apport de *Transitions from Authoritarian Rule* a été de quitter le déterminisme sous-jacent des théories dites des « préconditions démocratiques » selon lesquelles la démocratisation était fonction d'un contexte économique et social favorable, en tant que point d'aboutissement d'un long processus de « modernisation ». Pour une analyse détaillée des débats théoriques autour de la notion de « transition démocratique », on se reportera à Hermet (G.), « Un concept et son opérationnalisation : la transition démocratique en Amérique latine et dans les anciens pays communistes », *Revue internationale de politique comparée*, 1 (2), 1994.

3. Przeworski (A.), « Some Problems in the Study of the Transition to Democracy », in *Transition from Authoritarian Rule*, op. cit., Part III, p. 58.

4. Voir Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, nouvelle édition, 1992, p. 76.

comparé des différents types de transition¹ en considérant que les transitions réussies sont celles où les élites ont pu garder la maîtrise du processus de changement de régime. L'objectif des auteurs n'est pas de saisir la construction (ou reconstruction) d'une légitimité à accéder au pouvoir politique dans une période de transformation radicale des références légitimes comme des règles du jeu politique ; il est de comprendre (et conseiller en vue de) la «réussite» de la transition démocratique. Les élites (oppositionnelles comme autoritaires) sont ainsi analysées non pas pour elles-mêmes et selon les mécanismes de leur émergence, mais à l'aune de leur capacité à «s'unifier consensuellement» autour de valeurs démocratiques communes².

«L'illusion héroïque» se retrouve dans l'illusion de l'unicité de l'arène supposée stratégique, comme si le processus extrêmement complexe du changement de régime se jouait uniquement dans le lieu du pouvoir central, là où se déroulent les négociations qui, par leur visibilité et leur médiatisation, attirent le plus l'attention. C'est alors toutes les actions collectives extérieures à celle-ci qui voient leur participation au processus en cours fermement marginalisée. Les mobilisations populaires sont, chez Gunther et Higley³ comme chez Schmitter et O'Donnell, pensées comme un facteur de trouble, à moins d'être un soutien aux leaders de l'opposition et à *condition* toutefois de rester limitées pour permettre la négociation et ne pas pousser trop loin la logique de l'affrontement. T. Lynn Karl et Ph. Schmitter estiment, par exemple, que «dans les cas où les dirigeants ont perdu la maîtrise du processus de changement de régime et où les nouvelles structures de pouvoir et d'autorité étaient issues de la base, que ce fût à la suite d'une réforme ou d'une révolution, les chances de réussite s'en sont trouvées réduites»⁴. Présentées comme étrangères à toute action rationnelle et comme un danger pour le bon déroulement du processus

1. Les modes de transition sont définis en fonction de la position et des choix des acteurs dits stratégiques (dont les choix sont susceptibles de modifier la donne) : les élites au pouvoir, les élites oppositionnelles et les «masses» mobilisées. Schmitter (P.), Lynn Karl (T.), «Les modes de transition en Amérique latine, en Europe du Sud et de l'Est», *Revue internationale de sciences sociales*, 128, 1991, p. 291.

2. Dans leur recherche sur la reconversion des anciennes élites communistes, G. Mink et J.-C. Szurek, tout en se plaçant dans le vaste cadre conceptuel de l'individualisme méthodologique, adoptent un point de vue inverse : l'accent est mis non pas sur le phénomène des transactions entre élites, mais sur les mutations que provoque le changement de régime dans un groupe social particulier, y compris en termes de mutations des identités. Autrement dit, la contingence et le changement sont réinsérés au cœur de l'analyse : les éléments de continuité et de rupture sont pensés ensemble, dans des recompositions individuelles qui obligent l'analyste à rester attentif à la complexité des identités. Voir Mink (G.), Szurek (J.-C.), «L'ancienne élite communiste en Europe centrale : stratégies, ressources et reconstructions identitaires», *Revue française de science politique*, 48 (1), 1998.

3. Gunther (R.), Higley (J.), *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992. Dans une optique comparable, voir aussi Higley (J.), Pakulski (J.), Wesolowski (W.), eds, *Post-communist Elites and Democracy in Eastern Europe*, New York, St Martin Press, 1998.

4. Dans «Les modes de transition en Amérique latine, en Europe du Sud et de l'Est», art. cité, p. 299.

transitionnel, les mobilisations ne sont pas considérées comme l'éventuel creuset du renouvellement du personnel politique.

Une étude diachronique de l'émergence de la nouvelle élite politique tchèque fait apparaître au contraire l'importance de la mobilisation politique de 1989-1990, atypique en Europe centrale et orientale par son extension territoriale et sociale¹. Les effets de cette mobilisation ont été contradictoires. D'une part, elle a placé sur le devant de la scène (politique, médiatique puis rapidement gouvernementale) les anciens dissidents auréolés de la légitimité de la «résistance morale» à l'ancien régime. Elle a permis, d'autre part, la participation puis l'engagement politique de groupes d'acteurs qui n'avaient eu précédemment aucune relation avec la dissidence et ne s'étaient jamais impliqués politiquement (même dans la période de libéralisation relative de 1966-1968). Ce phénomène a modifié la nature du mouvement sans trouver une traduction au niveau de la représentation nationale ou locale.

Lors de la scission du Forum civique en mars 1991, la position des individus concernés au sein du mouvement a été un facteur qui a largement déterminé leur choix en faveur de l'ODS ou contre lui. À ses débuts, l'ODS a attiré ceux des militants locaux qui pouvaient se sentir les «laissés pour compte» de la formidable mobilité ascendante provoquée par les victoires électorales successives du Forum civique en 1990 (législatives de juin, municipales de novembre). Par ailleurs, face à l'éclatement du Forum civique², beaucoup d'autres élus et militants locaux se sont retrouvés devoir choisir leur engagement à venir alors que les problèmes ne se posaient pas pour eux dans les mêmes termes qu'entre leaders praguais du mouvement. Pour nombre d'entre eux, c'est une situation de grande incertitude qu'ils affrontaient et celle-ci a duré plusieurs mois, pendant lesquels ils sont restés les élus d'un mouvement qui n'existait déjà plus. On peut faire l'hypothèse que c'est cette indétermination pratique qui a guidé leurs orientations ultérieures plus que leur appartenance à un courant idéologique. On en voudrait

1. Cette question a fait l'objet d'une recherche (à Prague et en province) effectuée en vue de la rédaction d'une thèse sur «*Démocratisation et professionnalisation politique : du mouvement civique aux partis politiques en pays tchèques (1989-1996)*» sous la direction de J. Rupnik (CERI). Le travail d'enquête a été réalisé lors d'un séjour en République tchèque (1995-1997). Une première investigation a porté sur la mobilisation politique de novembre 1989 à Prague, Brno (capitale de la Moravie du Sud) et Ostrava (capitale de la Moravie du Nord) : témoignages recueillis auprès des acteurs ; archives du Forum civique ; presse locale. Une seconde enquête a porté plus spécifiquement sur la naissance de l'ODS et l'émergence du nouveau personnel partisan : archives internes, au niveau national et local ; enquête par entretiens semi-directifs auprès de l'élite politique de l'ODS à Ostrava, Brno et, à titre comparatif, dans deux arrondissements praguais.

2. À sa scission en mars-avril 1991, le Forum civique a donné naissance à trois formations politiques : le Parti civique démocratique (ODS) crédité à partir de 1992 d'environ 30% des suffrages, l'Alliance civique démocratique (ODA), qui est restée longtemps limitée à un électorat citadin avec 6% des voix et le Mouvement civique (OH), rapidement marginalisé après avoir échoué à entrer au Parlement lors des élections de 1992 (le seuil électoral est de 5%). Idéologiquement proches, l'ODS et l'ODA se sont retrouvés unis au sein des coalitions gouvernementales des gouvernements Klaus.

pour preuve que les réseaux professionnels, d'amitié ou de quartier, par exemple, ont tenu à Ostrava une grande place dans le ralliement de certains membres du Forum civique à l'ODS.

Cette indétermination pratique a encore joué autrement. Elle a particulièrement profité aux fondateurs de l'ODS dans la mesure où ils ont été les seuls, à cette époque, à établir une réelle stratégie de captation des militants et cadres du mouvement au niveau local. Leur travail d'anticipation et de préparation les a considérablement avantagés auprès des nombreux indécis, par rapport au Mouvement civique ou à l'Alliance civique démocratique (ODA), qui, ne développant aucune stratégie locale pour se les attacher, ont laissé le champ libre à leur principal rival.

On voit alors combien la «transition» se définit d'abord par son incertitude : incertitude quant aux règles du jeu de la compétition politique, aux références qui seront considérées comme légitimes, aux discours qui seront sanctionnés par les électeurs. Elle est considérablement renforcée dans cette période de restructuration, pendant laquelle l'effet des «coups» joués ne peut plus être anticipé en fonction du cadre habituel des conjonctures routinières¹. Par ailleurs, la «transition» est également une période d'apparition de nouvelles pratiques et de nouvelles règles, où les effets de la stratégie des acteurs peuvent avoir une portée étendue, précisément du fait d'une inhabituelle ouverture du champ des possibles. En ce sens, l'incertitude peut autant constituer un handicap que représenter une chance d'action nouvelle. Pour les futurs leaders de l'ODS, elle a constitué une formidable opportunité, leur permettant de concurrencer avec succès une élite issue de la dissidence qui, *a priori*, avait tout pour elle. Dans le processus de construction de sa propre légitimité, V. Klaus a rencontré les attentes d'une élite intermédiaire en situation de rattrapage au Forum civique, qui cherchait à clarifier les conditions de son entrée et de son action en politique. Autrement dit, loin d'appeler une quelconque «naturalité» des évolutions, l'analyse des transitions exige une attention redoublée à ce qui se joue dans la compétition politique elle-même, au cours d'un processus qui pose les jalons de l'institutionnalisation de règles nouvelles du jeu et de la légitimation politiques.

1. Rappelons que M. Dobry définit les crises politiques comme des périodes de «conjonctures fluides» où les acteurs font face à une «évasion des calculs» provoquée par une mobilisation multisectorielle qui, par définition, rompt la logique des transactions routinières. Cependant, ainsi que le précise l'auteur, ces phénomènes, s'ils placent la conjoncture au centre de l'analyse, n'interdisent pas de penser l'institutionnalisation éventuelle de configurations initiées pendant les situations de crise : «les conjonctures fluides» peuvent «donner naissance à des institutions ou des cristallisations institutionnelles originales pouvant éventuellement survivre à une résorption de la fluidité dans laquelle elles sont apparues» (*Sociologie des crises politiques, op. cit.*, p. 145).

L'enjeu organisationnel

Une des chances de V. Klaus a indéniablement été la façon dont les leaders du Forum civique se représentaient ce que devait être leur mouvement. Souvent anciens sociologues, philosophes ou juristes, les leaders de la «révolution de velours» accompagnaient leurs arguments politiques et leurs choix stratégiques d'analyses théoriques tirées des réflexions de la dissidence et de l'exemple des transitions démocratiques précédentes¹. Les premiers dirigeants du Forum civique débattaient, plus ou moins en cercle fermé, du rôle que devait jouer leur mouvement dans la transition démocratique². Ils voyaient en lui généralement une sorte de mouvement accompagnateur de la démocratisation et prévoient sa disparition au lendemain des premières élections libres de juin 1990, perçues comme le réel moment déclencheur de la démocratie, la fin de la période officielle de «transition» et le début de la «politique réelle» où se déploierait un pluralisme partisan. Or les leaders pragois discutaient de cette «mort annoncée» de leur mouvement à un moment où, loin de s'essouffler, il s'activait, diversifiait ses activités en vue de la campagne électorale.

Créé en novembre 1989 dans les premiers jours de la mobilisation anticomuniste, le Forum civique a d'abord pris la forme d'un rassemblement de groupes et de personnes aux itinéraires extrêmement différents³. Cependant, quand il se scinde après les élections de 1991, c'est selon des lignes de clivage qui n'avaient pas été prévues et au terme d'un processus interne qui a largement échappé à ses fondateurs... comme aux observateurs extérieurs. Comment expliquer ce chassé-croisé et la captation, par les fondateurs de l'ODS, des structures du Forum civique, alors même que le mouvement apparaissait uni derrière son très prestigieux leader, Vaclav Havel ? Il semble, à l'analyse, que les premiers dirigeants du Forum civique ont négligé la dimension territoriale et organisationnelle du mouvement. Ils pouvaient compter, du moins le pensaient-ils, sur une légitimation personnelle qui n'était pas liée à leur seule appartenance au Forum

1. Soulignons que cette relation étroite entre savoir et pouvoir est un des aspects saillants des démocratisations contemporaines (en de multiples sens : sociologues prenant la place du Prince, politistes et économistes devenant les principaux conseillers du Prince). Voir à ce propos l'article très stimulant de Santiso (J.), «De la condition historique des transitologues en Amérique latine et en Europe centrale et orientale», *Revue internationale de politique comparée*, 3 (1), 1996.

2. Les discussions qui eurent lieu au sein de la cellule de crise et des assemblées du Forum civique aux mois de novembre et décembre 1989 ont été intégralement enregistrées. Ce corpus a été édité récemment par l'Institut d'histoire contemporaine à Prague. Voir Suk (J.), *Občanské Forum - listopad, prosinec 1989*, Prague, USD - Institut d'histoire contemporaine, 1998.

3. Il comprenait les divers groupes de la dissidence apparus en 1968 ou depuis lors, des partis politiques nouvellement créés, et des partis politiques refondés après quarante années de disparition ou d'exil.

civique¹ ; ils ont peu prêté attention aux enjeux proprement organisationnels. Or, le Forum civique, précisément parce que la décision de s'engager dans la campagne électorale avait été prise, avait déjà commencé à modifier ses méthodes de travail, à diversifier son recrutement et à exister en tant qu'organisation, avec un gain sensible en termes d'adhésion personnelle et d'unité symbolique. Les militants s'identifiaient de plus en plus au Forum civique en tant que tel. Les anciennes appartenances (aux divers groupes de la dissidence ou aux divers partis politiques coexistant au sein du Forum civique) perdaient de leur pertinence, d'autant plus que la plupart des militants locaux étaient des nouveaux venus. Les acteurs engagés dans la préparation des élections (comme le groupe pragois chargé de la campagne d'affichage, de la conception des spots télévisés ou de la coordination territoriale des diverses manifestations de campagne) ont alors développé un discours sensiblement différent sur la destinée du Forum civique, insistant sur la nécessité de le préserver en renforçant sa présence et ses structures territoriales.

Une pédagogie de la participation citoyenne ?

La forme organisationnelle du mouvement dit «civique» avait pris, dans les mois de mobilisation, une importance symbolique considérable, jusqu'à devenir un des indicateurs d'une certaine vision de la sortie du soviétisme. En réaction avec le système précédent, le mouvement devait, aux yeux de ses fondateurs, reposer sur la décentralisation afin de mieux favoriser l'expression individuelle et l'engagement citoyen. Le primat donné à l'individu sur la structure avait pour but de faire renaître ce que le système antérieur avait détruit : «La trame horizontale des rapports sociaux, seule à même de garantir la charpente d'une authentique vie politique»². Aussi l'organisation interne du Forum civique privilégiait-elle le développement de la structure dite «horizontale», c'est-à-dire les relations unissant les sections locales de même niveau, au détriment de toute répartition hiérarchique, «verticale», des compétences. Selon le document constitutif du Forum civique³, «le Forum civique ne crée aucune hiérarchie mais seulement un réseau horizontal avec tous les Forums civiques locaux rattachés à l'unique centre de coordination : le Centre de coordination n'est qu'un centre d'organisation, en aucun cas il n'est un centre de direction». De façon symptomatique, le Forum civique n'était pas dirigé par un leader

1. Leur popularité personnelle pouvait être effectivement considérable, mais elle ne s'est pas traduite électoralement. L'ancien membre de la Charte 77, J. Dientsbier, ministre des Affaires étrangères de 1990 à 1992, était l'un des hommes politiques les plus populaires selon les sondages d'opinion, mais son mouvement, le Mouvement civique, n'a recueilli que 4% des voix lors des élections de 1992.

2. Havel (V.), «Le sens de la Charte 77», in *Essais politiques*, Paris, Calmann-Levy, 1989, p. 44.

3. *Qui sommes nous ?*, version datée du 28 novembre 1989.

unique mais par une direction collégiale¹. Ce n'est que plus tard, à l'automne 1990, que le mouvement décidait d'élire un président. V. Havel et les siens avaient alors porté leur choix sur un candidat talentueux mais peu charismatique, Martin Palous (philosophe et ancien signataire de la Charte 77) ; celui-ci fit bien piètre figure face à V. Klaus qui, à la grande surprise des anciens dissidents, emporta aisément la direction du Forum civique.

Le document fondateur précité assignait en outre aux Forums civiques locaux des fonctions qui faisaient d'eux la base d'une entreprise de pédagogie citoyenne : leurs activités visaient à défendre les citoyens contre les structures bureaucratiques de l'État (elles sont décrites comme un «moyen de légitime défense civique»), éventuellement par l'organisation d'actions collectives de mobilisation et de protestation. Ces structures étaient conçues à la fois comme des centres de résistance civile et comme de potentiels lieux de gouvernement local («les Forums civiques peuvent encourager la naissance d'organes civiques autogestionnaires»). Pour favoriser la participation la plus large possible, l'adhésion au mouvement ne s'accompagnait d'aucune démarche formelle particulière et la multiplicité des courants de pensée était reconnue. L'engagement dans le mouvement et ses activités était exclusivement fondé sur le volontariat.

La vision de la démocratie était ainsi fondée non pas sur l'idée de pluralisme partisan, du mandat et du vote, mais sur l'autonomie locale et la participation du «citoyen» aux affaires publiques. Dans le contexte spécifique de la sortie du soviétisme, ces débats signifiaient bien davantage que la traditionnelle alternative entre la démocratie directe et la démocratie représentative au sein d'un parti politique². Aux yeux des fondateurs du Forum civique, le mouvement devait contribuer à effacer les séquelles (habitudes de vie et de pensée en société) d'un système qui avait tenté d'encadrer toute activité sociale dans de multiples structures organisationnelles créées et contrôlées par un parti unique. Réinterprétés à la faveur de la période post-soviétique, ces débats s'inscrivent en outre dans une filiation historique avec la pensée de Tomas G. Masaryk. Le premier Président de la Tchécoslovaquie appelait de ses vœux une politique «non politique», où l'intérêt général

1. La direction exécutive du mouvement était portée aux voix à chaque assemblée du Forum civique pragois, qui se réunissait tous les mois.

2. Comme le montre A. Panebianco, l'organisation interne n'est pas simplement une structure formelle conçue en fonction du seul critère de l'efficacité «entrepreneuriale» (même si cet aspect concret a eu indéniablement une grande importance, dans la mesure où le jeune Forum civique devait sans cesse s'adapter à des tâches politiques elles-mêmes changeantes). La structure interne est également au centre d'enjeux de pouvoirs entre les différents groupes qui composent l'organisation politique – luttes d'autant plus importantes que c'est l'identité future de la nouvelle formation qui se joue. L'auteur réintroduit ainsi la dimension politique dans une approche qui s'inspire par ailleurs de la sociologie des organisations. Panebianco (A.), *Political Parties. Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

l'emporterait en toute circonstance sur l'intérêt partisan¹. Lorsqu'il s'adresse aux représentants des Forums civiques locaux, V. Havel tient à réaffirmer son opposition à tout «esprit de parti» : «Notre but est de créer une vie meilleure pour tous les habitants de notre république, qu'ils soient ou non favorables au Forum civique. Nous ne voulons pas gouverner les gens, mais les servir». Ainsi que l'avait précisé dès le mois de janvier Ivan Fisera (qui était alors un des principaux dirigeants du Forum civique), «le Forum civique doit gagner les élections non pas pour sa propre victoire mais pour l'avenir démocratique de tous».

L'aristocratie de la dissidence

L'étude des problèmes de fonctionnement auxquels a été confronté le Forum civique² fait apparaître le rôle ambigu qu'ont eu ainsi les «pères fondateurs» du mouvement. Leurs conceptions ont largement fait obstacle à la constitution de mécanismes de démocratie interne dans une organisation à laquelle n'était pas clairement reconnue la légitimité à peser sur la politique du pays, et ce, au moment même où le Forum civique venait d'emporter les élections avec 53% des voix. Cette vision du politique fondée sur le refus de toute centralisation hiérarchique a abouti, en pratique, à perpétuer la politique de «club de réflexion» qui s'était mise en place pendant les semaines de mobilisation révolutionnaire, limitant le pouvoir d'influence et de décision à un nombre restreint de personnes.

Le Forum civique fonctionnait encore en partie sur l'idée, issue de la période de la dissidence, que les relations interpersonnelles et les «personnalités» sont davantage dignes de foi et moralement acceptables que les logiques d'appareil. L'activité militante se voyait préférer d'autres ressources politiques, fondées sur la «confiance» et les «qualités propres de l'individu». En découlait un mode de fonctionnement qui se fondait pour beaucoup sur l'autorité morale dont pouvaient jouir certaines personnes au niveau national ou régional³ et ne prévoyait pas

1. Ainsi que l'explique J. Rupnik, V. Havel en particulier s'est situé dans une filiation explicite à Masaryk. V. Havel reprend en la réadaptant à la période post-soviétique, l'idée de la «politique non politique» que décrit Masaryk dans la *Révolution mondiale* : «J'ai toujours été pour une politique culturelle, pour une démocratie véritable ; je ne me contentais pas d'une politique de député étroitement politicienne. Je parlais d'une politique non politique». Insistant davantage sur l'idée de la libération de l'individu vis-à-vis des «superstructures», V. Havel reprend, dans le même esprit : «Oui, la «politique antipolitique» est possible. La politique d'en bas. La politique de l'homme et non pas de l'appareil» («La politique et la conscience», 1984, in *Essais politiques, op. cit.*, p. 247). Voir Rupnik (J.), «Tchécoslovaquie : la révolution douce», *Politique étrangère*, 1, 1990.

2. Pour plus de précision sur ce point, nous nous permettons de renvoyer à notre document de travail paru aux éditions du CEFRES à Prague. Hadjiisky (M.), «La fin du Forum civique et la naissance du Parti civique démocratique : la construction d'une entreprise politique et le reniement symbolique du mouvement civique de 1989», *Document de travail du Cefres*, 6, 1996.

3. Par exemple, lorsqu'il s'est agi d'assurer la représentation des sections régionales aux sessions pragoises du mouvement, le choix s'est naturellement porté sur les anciens dissidents J. Sabata de Brno et T. Hradilek de Moravie du Nord, sans que les cellules [suite de la note page suivante]

l'usage de rétributions matérielles ou symboliques au profit de l'activité militante. Comme le souligne l'ancien dissident Petr Pithart, successeur de V. Havel à la tête du Forum civique depuis janvier 1990 : « Nous n'avions pas compris qu'il pouvait être important de récompenser, sous une forme ou une autre, les militants qui avaient travaillé, bénévolement, dans tout le pays, à la victoire électorale du Forum civique. Aucun d'entre nous n'a pensé même à leur dire : "Bravo ! Cette victoire vous appartient !" ». Sans doute était-ce une erreur, mais nous pensions qu'il était plus urgent d'œuvrer directement, par notre action au gouvernement, à la constitution des bases du système démocratique¹.

De fait, aucun moyen *institutionnel* de démocratie interne ne permettait aux sections locales de prendre part aux débats et décisions du mouvement national. Or l'été 1990, au lendemain de la victoire aux élections législatives, a été une période de forte revendication des cellules locales, qui réclamaient une meilleure intégration organisationnelle de leurs représentants au sein du mouvement. La question de la participation des sections locales aux assemblées générales est enfin abordée à l'assemblée du 21 juillet 1990, au terme d'un long débat au cours duquel les dirigeants du Forum civique ont été critiqués pour leur apparente incapacité à construire un réel réseau de communication entre le « Centre de coordination » pragois et les sections locales. Plus encore, les Forums civiques locaux avaient l'impression de ne pas être entendus par ceux qui étaient censés les représenter. Le différend qui a opposé Petr Pithart aux sections locales à propos de la relation avec le Parti communiste est le plus connu parce qu'il a donné lieu à une allocution télévisée de celui qui était encore à l'époque le chef du Forum civique (il est nommé Premier ministre dès la fin de ce même mois de janvier). La direction avait été informée dans les semaines précédentes que certains Forums civiques locaux (notamment ceux présents sur les lieux de travail) menaient une politique agressivement anticomuniste dans leur commune (constitution de listes des membres du Parti communiste, grèves sauvages pour faire élire à la direction des usines les porte-parole du Forum civique d'entreprise, etc.). Dans son discours prononcé à une heure de grande audience le 19 janvier 1990, P. Pithart mettait en garde les Forums civiques locaux contre toute tentation de prise du pouvoir par la force ; évoquant implicitement mais théâtralement les excès fascistes ou communistes, il craignait « d'entendre l'herbe pousser » et demandait aux sections locales de donner l'exemple de la modération et de la tolérance. Discours révélateur non seulement d'une maladresse immense dans le mode de communication avec les militants du mouvement², mais aussi de la

locales soient réellement consultées à ce sujet (ni que les autres régions ne soient représentées à parité).

1. Entretien avec P. Pithart le 27 mars 1995.

2. Il s'agissait également, indirectement, de rassurer le public sur la nature des intentions du Forum civique en se désolidarisant publiquement de certaines initiatives [suite de la note page suivante]

crainte qu'avaient les anciens dissidents pragoïses de perdre leur influence sur leurs troupes et de voir les structures locales adopter des pratiques qui auraient rappelé davantage les purges et l'expiation collective que le précepte affiché de construire la démocratie par des moyens démocratiques.

La pédagogie du management politique

L'idée de la «construction d'un parti par le bas» est apparue lors de la candidature de V. Klaus à la tête du Forum civique le 13 octobre 1990. Utilisé pour profiter de l'écart creusé entre les Forums civiques locaux et la direction pragoïse du mouvement, ce slogan a été repris par l'ODS à sa fondation en mars 1991 contre les leaders du Forum civique et leur mode de fonctionnement dénoncé comme résultant d'une direction «par le haut» ; il rejoignait – et c'est ce qui fit sa force – de réelles attentes parmi les responsables locaux qui demandaient aux leaders de s'investir davantage dans la vie interne de l'organisation alors que ces derniers se consacraient entièrement à leur activité à la présidence ou au gouvernement¹, ou bien considéraient qu'ils ne devaient pas donner de «directives» mais seulement des «conseils». Les solutions organisationnelles proposées par les fondateurs de l'ODS répondaient ainsi à un souci concret de structuration de l'action politique au niveau local. C'est une des raisons pour lesquelles l'engouement a pu être grand pour le «kit partisan» qu'ils proposaient où était mis en avant le caractère «managérial» du nouveau parti.

Après son élection à la tête du Forum civique par le vote massif des délégués des régions, V. Klaus a souvent été présenté comme l'homme providentiel appelé au pouvoir par la pression interne des sections de la base. Cette image tient bien sûr autant de la légende personnelle que de la réalité. C'est un construit identitaire que répètent à l'envie les anciens conseillers de Klaus, se donnant ainsi à eux-mêmes un rôle valorisant dans le processus d'émergence du leader. En réalité, ce n'est qu'après son élection à la direction du Forum civique, que l'option de

de dirigeants locaux du mouvement. De la même manière, pendant les journées de mobilisation, les leaders de la «révolution de velours» ont toujours prêté davantage attention aux messages publics qu'ils envoyaient à «la société» (*spolecnost*) pour expliquer leur action, qu'à la construction d'une organisation politique de soutien susceptible de leur servir de relais.

1. Dès le mois de février 1990, les archives du Forum civiques témoignent du malaise qui a suivi le départ des principaux dirigeants du mouvement pour des fonctions politiques qui accaparaient tout leur temps. Il faut rappeler la rapidité du processus de transition politique dans le cas tchèque : V. Havel est élu Président à la fin du mois de décembre 1989 ; certains de ses proches au sein du Forum civique le suivent et deviennent conseillers à la présidence ; les assemblées élues (parlement fédéral, assemblée républicaine, assemblées régionales) sont en partie renouvelées par le départ négocié de députés communistes et leur remplacement par des candidats cooptés du Forum civique et des autres partis «démocratiques» ; le premier gouvernement auquel participent des non communistes est formé en décembre 1989. En font partie certains des principaux dirigeants du mouvement que sont J. Dienstbier (ministre des Affaires étrangères), P. Pithart (Premier ministre du gouvernement tchèque), P. Miller (ministre du Travail).

transformer le mouvement en un «parti politique standard solidement structuré» a donné lieu à un réel travail interne. En effet, la légitimité d'une structure de ce type était loin d'être acquise au sein du Forum civique. Les Forums civiques locaux n'avaient pas tout à fait la même acception du slogan «créer un parti politique par le bas» que l'équipe de V. Klaus. À cette époque, les sections territoriales géraient et concevaient de façon relativement autonome la préparation des élections municipales ; elles commençaient, par exemple, à créer des structures interlocales entre Forums civiques sans contrôle de l'échelon national. Aux yeux de ces cadres locaux, l'amélioration du fonctionnement interne du mouvement ne devait pas nécessairement signifier une centralisation de la direction et une perte d'autonomie des niveaux communal et régional.

Aussi pendant les quelques mois qui séparent l'accession de V. Klaus à la tête du mouvement et la création de l'ODS (d'octobre 1990 à mars 1991) y a-t-il eu tout un travail d'imposition de «la» bonne manière de faire de la politique, par le biais d'une forte standardisation des pratiques : production d'un discours, d'outils (de campagne, d'organisation interne, de travail des cellules locales) uniformisés et diffusés nationalement. Lorsque des proches conseillers de V. Klaus prennent la direction de la structure interne du mouvement, un processus est entamé qui systématise ce qui n'était jusque-là que de timides avancées au gré des nécessités (notamment électorales) du moment. Le schéma directeur des relations entre la direction et les échelons régionaux et locaux est alors défini de façon très précise. Les Centres régionaux du Forum civique, jusque-là considérés comme temporaires, sont amenés à se pérenniser et acquièrent une place centrale dans le nouveau dispositif interne. La création d'un «système d'information» conçu autour d'un planning hebdomadaire précis vise à coordonner de façon centralisée toutes les relations entre la base et la direction .

Des résistances apparaissent alors, qui ne portent pas sur la professionnalisation en tant que telle (au contraire bien accueillie), mais sur la stricte hiérarchisation des compétences qui l'accompagne. Le ton général des rapports d'information hebdomadaires que le Forum civique d'Ostrava rédige à l'attention du Centre régional morave d'Olomouc, montre que le nouveau système de fonctionnement avait d'abord été perçu comme un instrument de communication créé au bénéfice des cellules locales pour faciliter leur contact avec la direction. Les rapports avaient certes un caractère informatif : ils rendaient compte des décisions et initiatives du Forum civique local comme des principaux faits de la vie politique communale. Mais ils devaient, aux yeux des responsables d'Ostrava, servir avant tout les responsables de la base pour les aider à se faire entendre à Prague. Aussi les rapports sont-ils également des textes de doléances et de protestations envers la direction. Leur ton laisse clairement percevoir une volonté de montrer et

faire reconnaître, à travers le descriptif des activités du Forum civique de la ville, l'originalité propre de la section locale.

Les centres régionaux du mouvement renforcent alors leur contrôle sur l'information émise par les cellules locales en rédigeant un schéma directeur de questions/réponses à caractère obligatoire. Chaque semaine, les responsables des Centres régionaux décident ensemble du cadre thématique souhaité avant de le transmettre aux sections locales qui doivent s'y conformer point par point. Et effectivement, les rapports envoyés par Ostrava à Olomouc changent de présentation à partir de l'instauration du premier schéma de ce type (pour la semaine du 4 au 10 février 1991). Ils prennent la forme de notes d'information circonstanciées. Contrairement au type de relation («au service de la base») que tentaient d'imposer les premiers rapports, une évolution est ici très perceptible vers une conception où, à l'inverse, c'est le Centre régional, et non la section concernée, qui maîtrise «l'ordre du jour». La marge d'initiative laissée au Forum civique local est alors considérablement restreinte. Il est requis toujours davantage de précision : les Forums civiques locaux doivent recueillir des informations «objectives» selon des méthodes statistiques ou sociologiques (chiffrage précis, source indiquée, sondages d'opinion). Les sections locales sont ainsi tenues de se comporter davantage comme des relais d'information devant affiner leurs moyens d'investigation et beaucoup moins comme des échelons politiques bénéficiant d'une autonomie dans la gestion de leur image et de leurs activités.

Parallèlement, la professionnalisation du réseau de permanents devient un enjeu de taille dans la compétition interne au Forum civique. Les permanents, qui étaient jusque-là employés de façon temporaire pour la durée des élections, sont recrutés à plein temps et changent de qualification comme le donne à entendre la nouvelle appellation de «manager»¹ en novembre 1990. La procédure de recrutement est modifiée : au lieu de nommer directement un de ses membres, le Conseil de coordination d'Ostrava entreprend une réelle procédure de sélection parmi les membres du Forum civique local et choisit, en 1991, Pavel Hamza, un activiste assez peu connu localement – P. Hamza était toujours à ce même poste en 1996.

Les nouveaux dirigeants praguais mettent, en outre, en place un système de formation permanente particulièrement ambitieux : organisé en collaboration avec de nombreux intervenants (de la Faculté de sciences sociales, de l'Institut de direction et de management, des collaborateurs étrangers), le contenu de l'enseignement couvre des

1. Le terme de manager (*manazer*) pour désigner les personnes rémunérées par le Forum civique avait été choisi, au printemps, par la première équipe chargée de la structuration interne du mouvement, qui était formée essentiellement de jeunes sociologues férus des techniques américaines de politique électorale.

disciplines variées : gestion administrative et management (psychologie, ressources humaines, travail administratif, gestion, organisation du travail), communication au sens large (préparation des campagnes électorales, pratique des enquêtes d'opinion), connaissance des institutions politiques (introduction à la science politique, travail des assemblées parlementaires, du gouvernement). Ce programme prévoit, pour la période des mois de mars à juillet 1991, trois jours de formation par mois (un week-end prolongé), puis, pour les meilleurs candidats, un stage à l'étranger.

Dès sa création, tout ce système s'avère un projet fort différent de celui, annoncé, d'un réseau de simple «circulation de l'information». Le manager devient à la fois l'intermédiaire entre Prague et les échelons locaux, le garde-fou des autonomies locales et le garant du respect des grandes lignes de la campagne électorale comme de l'organisation interne du Forum civique, telles qu'elles sont décidées à Prague. Pendant cette période émerge ainsi un groupe relativement autonome des structures politiques du Forum civique élues par la base et directement attaché, ne serait-ce qu'en termes de recrutement et de salaire, à des responsables hiérarchiques qui sont, eux, nommés directement par V. Klaus. Émerge ainsi une génération de cadres intermédiaires, se présentant comme des professionnels de l'organisation et de l'action politiques et se reconnaissant dans la figure du spécialiste du «management politique».

Le parti des «managers»

Lors de la scission du Forum civique au printemps 1991, ce pouvoir organisationnel a constitué un avantage considérable pour l'ODS. Avant même que les comités préparatoires de l'ODS n'élisent leurs représentants, le réseau partisan se met à fonctionner comme la structure du futur parti, dont les managers deviennent par conséquent les premiers porte-parole régionaux. Lorsque P. Hamza fait, au Conseil de coordination d'Ostrava, le compte-rendu de la réunion des managers qui a eu lieu le 28 février à Olomouc, il rend compte uniquement des démarches à suivre dans le cas d'une pré-adhésion à l'ODS. Les managers sont, par leurs obligations professionnelles si ce n'est par leur conviction personnelle, entraînés dans la construction de l'ODS. L'exemple de P. Hamza, sous cet angle, est intéressant : il montre l'effet, sur le choix individuel, de l'appartenance à un réseau en voie d'institutionnalisation. D'après son propre témoignage¹, qui concorde avec celui du président du Forum civique local à l'époque (Lubomir Zaoralek), P. Hamza, qui avait été membre du Parti socialiste² et était

1. Entretien avec P. Hamza le 16 décembre 1996 et le 4 février 1997.

2. La Tchécoslovaquie était un des rares pays de l'ancien «bloc» de l'Est à avoir conservé un système pluripartisan : le Parti socialiste et le Parti populaire avaient subsisté, de [suite de la note page suivante]

issu d'une famille communiste, n'était pas de sensibilité conservatrice ou libérale. Lors de la scission, il avait hésité sur son choix politique, qui était aussi, dans son cas, une option de carrière. Les motifs d'ordre professionnel et les affinités électives avec les membres du Forum civique s'engageant alors à l'ODS¹ semblent largement expliquer sa nouvelle orientation.

Les fondateurs du Mouvement civique, au contraire, doivent trouver de nouveaux locaux et recréer un réseau territorial avant d'espérer rendre leur propre formation opérationnelle. Au lendemain de l'éclatement du Forum civique, le Centre d'Olomouc devient l'arène exclusive du comité de préparation de l'ODS en Moravie – ce qui fournit au nouveau parti la visibilité régionale² qui manque au comité préparatoire du Mouvement civique. Il n'y a pas eu, à notre connaissance, de réunion de préparation du Mouvement civique dans ces locaux (qui abritaient pourtant l'ancien Forum civique). Ce complément logistique s'est avéré décisif lorsque le futur ODS s'est lancé dans une stratégie de «prise de vitesse» pour emporter le maximum de pré-adhésions avant la création formelle du parti, critère choisi pour décider du partage des biens entre les deux formations héritières de l'ancien mouvement.

On le voit, l'identité partisane de l'ODS s'est d'abord constituée à travers la construction d'une assimilation entre «le parti politique solidement structuré de type occidental» et l'efficacité «professionnelle et managériale» et a résulté d'un volontarisme politique, rendu possible par un contexte de forte compétition interne. Aussi V. Klaus peut-il se vanter, à la première réunion du Conseil exécutif du parti, de la création d'un «parti standard». Le bureau central de l'ODS est réduit à 30 salariés dont 20 exécutifs car, dit-il, «le temps du provisoire révolutionnaire est terminé». Une division du travail politique s'instaure, entraînant une forme de dépolitisation interne : «Seuls les politiques exécutifs font la politique, les autres transmettent l'information», déclare-t-il. Aussi est-ce «la tâche des régions de chercher des gens nouveaux qui n'aient pas hérité de la tentation de la "révolution permanente", relique du Forum civique»³. La formation

1948 à 1989, sous la houlette du Parti communiste, au sein de l'organisation parapluie qu'était le Front populaire.

1. Les activistes du Forum civique du troisième arrondissement d'Ostrava, dont fait partie P. Hamza, formeront le peloton de tête des fondateurs de l'ODS à Ostrava.

2 Le 28 février 1991 : réunion des managers sur l'édification d'un parti politique et sur le système des préadhésions à l'ODS ; le 8 mars : réunion des managers des sections locales et des membres des comités de préparation de l'ODS de Moravie et Silésie en présence des membres du Comité préparatoire républicain ; le 13 mars : conférence de presse de l'ODS pour la Moravie du Nord qui informe du déroulement des opérations jusqu'au Congrès fondateur dont la date est déjà annoncée et qui incite les sections locales à organiser leur assemblée de préadhésions avant cette date ; le 22 mars : réunion des managers de l'ODS avec P. Havlik, conseiller de V. Klaus et membre du Comité préparatoire de l'ODS.

3. Archives internes de l'ODS : retranscription de la première réunion du Conseil exécutif du parti, 30 avril 1991.

prononce l'avènement d'une nouvelle façon de faire de la politique, plus technique, où les rôles sont clairement impartis et où la politique s'affirme comme une activité spécialisée. Dans cette transformation inattendue des règles du jeu partisan, la personnalité de V. Klaus a joué un rôle déterminant : en rencontrant les attentes de l'élite intermédiaire du Forum civique, il a contribué à unifier ce groupe autour de l'image du professionnel en politique.

La valorisation du «professionnalisme» politique

En 1989, V. Klaus, de formation économiste, vit à Prague et travaille comme chercheur à l'Institut de prévision économique de l'Académie des sciences. Il avait connu auparavant une période où toute perspective de carrière intéressante lui était interdite, comme le montre son parcours : exclu de l'Académie des sciences en 1970, V. Klaus, qui était auparavant chercheur en économie, avait été nommé à des travaux subalternes dans le secteur bancaire, avant de réintégrer l'Académie des sciences à la fin des années 1980. Bien qu'en relation avec certains des membres de la dissidence, il ne s'était jamais engagé à leurs côtés. Il fait partie de ce qu'on a appelé, à l'époque de la création du mouvement, le «groupe des économistes du Forum civique» : ces chercheurs issus de l'Institut d'économie, de l'École supérieure d'économie ou de l'Institut de prévision économique¹, avaient été invités à se joindre au mouvement par les fondateurs du Forum civique, lorsque ces derniers s'étaient aperçu qu'ils ne comptaient aucun économiste dans leurs rangs. Mené par Valtr Komarek qui était alors directeur de l'Institut, ce groupe avait apporté au Forum civique une caution «professionnelle», une image de mouvement «responsable», fort utile en novembre-décembre 1989 quand l'organisation des dissidents engageait une course pour la reconnaissance populaire contre le pouvoir communiste, compétition dont l'enjeu était la légitimité à parler «au nom de la société» sans apparaître comme un mouvement «révolutionnaire» et «irresponsable».

Dès décembre 1989, V. Klaus est nommé à la tête du ministère fédéral des Finances, mais il participe peu à la direction du Forum civique. Il était à l'époque en minorité au sein d'un gouvernement dominé par les anciens dissidents. En outre, sa formation d'économiste n'était pas un atout suffisant pour rendre plausible une ascension politique. Il n'était ni le premier ni le plus connu de ses collègues économistes au gouvernement, où dominent les anciens communistes réformateurs membres du Forum civique, Valtr Komarek et Vladimir Dlouhy. Au printemps s'engage cependant un bras de fer très médiatisé entre V.

1. Ils prendront tous des positions de premier plan dans la nouvelle démocratie : il s'agit notamment de T. Jezek, ministre des Privatisations en 1991-1992, V. Dlouhy, ministre de l'Économie et de l'Industrie des gouvernements Klaus, R. Ceska, ministre des Privatisations à la suite de Jezek, J. Zieleniec, ministre des Affaires étrangères des gouvernements Klaus, I. Kocarnik, ministre des Finances des gouvernements Klaus.

Komarek, devenu ministre de l'Économie, et V. Klaus, ministre des Finances, concernant le rythme des réformes vers l'économie de marché – il se présente alors, à l'image d'un Leszek Balcerowicz en Pologne, comme le promoteur de la «thérapie de choc» et le chef de file des «radicaux». Or, même sur ce point, il est concurrencé par d'autres personnalités comme Tomas Jezek ou Pavel Bratinka¹ : ces derniers engagent des initiatives au Parlement, au gouvernement ou auprès des médias, qui font d'eux, à l'époque, les représentants respectés d'un courant libéral au sein du Forum civique.

La force de V. Klaus est alors de chercher à se placer à l'articulation entre «le centre» et «la périphérie». Il émerge à cette période (mi-1990) comme un leader fort qui relie très habilement son rôle au gouvernement et sa position de pouvoir en province. Aux élections législatives de juin 1990, il est nommé tête de liste en Moravie du Nord, région considérée comme un bastion communiste difficile à emporter. Il s'agissait de faire valoir, dans cette région minière, les compétences économiques et techniques d'une personnalité dont l'image n'était pas celle d'un intellectuel mais d'un ingénieur et d'un «pragmatique». Le ministre des Finances devait, dans l'esprit des responsables de la campagne électorale du Forum civique, «expliquer la réforme économique aux mineurs», donc faire en quelque sorte œuvre pédagogique pour emporter l'adhésion de ceux qui auraient à souffrir du passage à l'économie de marché. Avec sa nette victoire électorale (54%)², V. Klaus gagne une légitimité locale dans une des circonscriptions les plus difficiles à rallier. Contrairement aux autres têtes de liste du Forum civique, il s'attache ensuite à garder des relations continues avec sa circonscription électorale. Pendant sa campagne, V. Klaus s'entoure de conseillers politiques issus, pour la plupart d'entre eux, des organisations locales du mouvement et qui attirent son attention sur l'importance stratégique du niveau local et sur le besoin de reconnaissance dont souffre la «base» du mouvement. Alors que les premiers dirigeants d'envergure (V. Havel, Jiri Dienstbier, Petr Pithart) avaient quitté précocement le Forum civique pour se consacrer à la politique gouvernementale, V. Klaus semble faire le parcours inverse : en se portant, en octobre 1990, candidat à la direction du Forum civique, il entend se consacrer au mouvement et à sa consolidation, alors même qu'il occupe des fonctions ministérielles de premier plan.

Aussi l'accession à la tête du Forum civique a-t-elle représenté un moment crucial dans l'émergence de son leadership. D'abord, grâce à cette structure de soutien, il peut marginaliser ses concurrents directs et

1. P. Bratinka, ingénieur de formation et T. Jezek, économiste de formation, font alors partie de l'ODA (Alliance civique démocratique) qui existe déjà en tant que parti au sein du Forum civique.

2. À titre de comparaison, le Forum civique avait obtenu seulement 35% des suffrages en Moravie du Sud (du fait de la concurrence des formations moraves et chrétienne-démocrate), mais plus de 60% à Prague et en Bohême occidentale.

se présenter comme le seul «artisan de la réforme économique». Lors de la réunion des managers organisée à Olomouc en décembre 1990, il énonce clairement : «En vue de notre activité future, nous avons besoin d'un parti politique avec un programme clair, dont la réforme économique orientée vers la création d'une économie de marché et fondée sur la propriété privée devienne l'élément central». Ensuite, les débats économiques deviennent alors un des éléments centraux de l'identité partisane et la compétence économique, le fondement de l'activité politique. C'est ainsi que, par la suite, V. Klaus s'entoure d'anciens collègues économistes. Le co-fondateur, vice-président et principal concepteur du parti, Josef Zieleniec (ministre des Affaires étrangères de 1992 à son départ en forme de cassure politique en 1997), avait, après ses études d'économie, travaillé comme chercheur à l'Institut de technologie industrielle ; Ivan Kocarnik¹, ministre des Finances des gouvernements Klaus et proche conseiller du leader, ou encore le jeune Ivan Pilip, qui devient vice-président (et ministre de l'Éducation) en 1995, ont fait, comme V. Klaus, leurs études à l'École supérieure d'économie de Prague. Plus largement, aux différents échelons de l'organisation, les effets d'ascenseur ont été nombreux pour ceux des membres du Forum civique de formation technicienne qui ont suivi le chef de l'ODS².

De même, l'image du «professionnel» est fortement valorisée à l'intérieur de l'organisation. Les responsables locaux de l'ODS (élus ou permanents) ont tendance à invoquer, dans les entretiens, leur profession antérieure (lorsqu'il s'agit de métiers de l'ingénierie, des techniques, de l'économie) pour expliquer leur inclination pour l'ODS. Les motifs de leur choix partisan sont souvent décrits non en termes idéologiques, mais «culturels» : ils ont l'impression de partager avec les autres membres du parti le même type de raisonnement, fondé sur le «concret», le même souci d'efficacité et de pragmatisme dans l'action.

1. Ancien communiste, I. Kocarnik avait, sous l'ancien régime, occupé des fonctions importantes à la Banque centrale. Dans son cas, le phénomène de légitimation par le «professionnalisme» est particulièrement accentué : la propagande électorale des législatives de 1996 le décrit comme suit : «Par son attitude paisible et son professionnalisme, il bénéficie d'un grand crédit auprès des milieux financiers, ici comme à l'étranger. C'est la raison pour laquelle les lecteurs de la revue *Central European*, éditée à Londres, lui ont attribué le prix du meilleur ministre des Finances d'Europe centrale pour l'année 1994». Documentation électorale de l'ODS : tracts de présentation des têtes de liste du parti.

2. C'est vrai au niveau local comme au niveau national. À titre d'exemple : M. Kondr, membre du Forum civique de l'usine de Polovodice à Prague, a fait partie de l'équipe qui a renouvelé la structure du mouvement après l'élection de Klaus à sa tête en octobre 1990 ; il deviendra maire de Prague (entre septembre 1991 et mai 1993). E. Tosenovsky, ancien membre du Forum civique de Ostrava 3, devient maire d'Ostrava en 1993 après son adhésion à l'ODS. Ingénieur de formation, soutenu par la section locale de l'ODS, il bénéficie d'un net avantage par rapport à son prédécesseur, architecte et membre du Mouvement civique J. Smejkal. R. Kolar, technicien de formation, a également commencé sa carrière politique au niveau local, dans le Forum civique de la commune de Prostějov. Élu ODS à l'assemblée nationale en 1992, il est, en 1996, troisième sur la liste de Moravie du Sud.

Par sa personne, V. Klaus a pu représenter à leurs yeux l'intelligentsia non pas artistique et intellectuelle (que symbolisaient avant tout les dissidents), mais celle des cadres techniques et des économistes. Il contribuait ainsi à la conversion des compétences techniques en ressources politiques de premier ordre, car seules susceptibles de réaliser les réformes vers l'économie de marché. Plus largement, la professionnalisation a été un des principaux instruments de fidélisation d'une élite intermédiaire qui, au niveau local, est devenue le socle de «l'outil politique» qu'était l'ODS aux yeux de son leader. En ce sens, si la constitution d'un appareil partisan centralisé a pu provoquer, on l'a vu, des résistances au niveau local, l'importance accordée par V. Klaus à l'encadrement et à la formation des responsables du mouvement ne pouvait en revanche que rassurer les cadres locaux du Forum civique qui, dans leur majorité, ne possédaient aucune expérience antérieure de la gestion des affaires politiques ou publiques.

L'appropriation du référent néolibéral

On aurait cependant tort de croire que tout s'est joué dans un accord soudain d'intérêts bien compris entre un leader et des soutiens cherchant à «faire carrière». Dans la revendication d'une économie de marché, c'est moins un désenchantement démocratique qui s'est produit, que la substitution d'une utopie à une autre. C'est là toute l'originalité de la transition tchèque et sans doute des transitions dans l'ancien bloc soviétique. On comprend mal en effet l'engouement initial provoqué par V. Klaus et l'ODS si, comme ses détracteurs, on s'arrête à la banalité d'une pensée politique d'imitation et à la dénonciation du «goût pour le pouvoir» des cadres de l'ODS tout aussi opportunistes en politique que leurs prédécesseurs étaient désintéressés. On comprend mal aussi la seconde période de la transition tchèque si on ne se réfère pas à l'image de la rupture introduite par l'ODS et à la portée utopique des positions et attitudes de celui qui se présentait comme un grand pragmatique, pourfendeur des utopies du passé.

Une adhésion gratifiante

L'utopie était ailleurs, précisément dans l'idée que les «forces naturelles du marché» assureraient seules la transformation non seulement économique, mais aussi sociale et politique et ce, par un processus rapide et indolore. Pour V. Klaus, «la base de la liberté civique est la liberté économique»¹. Le néolibéralisme représente alors une idéologie de combat symbolisant avant toute la rupture avec l'ancien régime. C'est comme telle qu'elle a été vécue par beaucoup de militants de l'ODS, après leur entrée dans l'organisation. Les réactions recueillies au

1. Citation tirée d'une interview accordée par V. Klaus à la revue *Forum* le 19 novembre 1990, au lendemain de son élection à la tête du Forum civique.

hasard des Congrès de l'ODS en 1994-1996, montrent que les militants et cadres du nouveau parti avaient eu, à sa fondation, l'impression de participer à une «croisade». Nombreux sont les responsables de sections qui se souvenaient avec une sorte de nostalgie de l'ambiance des débuts, de ce qu'ils appelaient (déjà !) «l'âge d'or» de l'ODS : la convivialité qui existait alors et le souvenir d'avoir «vécu ensemble quelque chose d'important», de «construire pour l'avenir» et de lutter ensemble, dans un sentiment d'urgence qui redoublait leurs efforts et leur investissement personnel¹ les ont durablement marqués.

Il n'est pas anodin, dans ce contexte, de donner aux permanents la désignation de «manager» et de concevoir l'organisation du parti politique comme l'administration d'une entreprise. L'emploi du terme «manager», a joué dans le sens de la valorisation sociale et symbolique du poste occupé, voire du parti dans son ensemble. Dans les entretiens avec les cadres et élus locaux de l'ODS, le soutien à l'ODS et à son leader s'accompagne très souvent de l'expression d'une forte adhésion aux vertus supposées du *management*. Les cadres locaux allient fréquemment l'idéologie libérale du parti à l'affirmation professionnelle et personnelle que leur engagement partisan a signifiée. L'ODS a ainsi pu bénéficier, au moins à ses débuts, des ressorts psychologiques de l'adhésion politique tels que les décrit Philippe Braud : «L'attachement des gouvernés à leur régime politique est en corrélation étroite avec les gratifications que ce dernier est susceptible de fournir à chacun sur le terrain de l'estime de soi»². Tout un répertoire symbolique s'est en effet attaché au parti par la valorisation d'un type de comportement et de représentation de soi : le soin vestimentaire, le sentiment d'assurance, la capacité d'initiative, l'efficacité dans le travail, etc. Dans ses propres statuts, l'ODS se définit comme «le parti des citoyens compétents, entreprenants, responsables», comme un parti «dont les membres participeront activement à la mise en place de la propriété privée, du marché libre des marchandises, du travail et des idées».

Une utopie de salut

La valorisation de la compétence économique en politique n'est pas une spécificité est-européenne, loin s'en faut : c'est une tendance générale des démocratisations (voire de l'ensemble des démocraties)

1. Ces quelques citations sont tirées de conversations de couloir entre délégués de l'ODS lors du Congrès national de 1996. De telles évocations se retrouvent également dans les entretiens que nous avons effectués. À titre d'exemple, un des élus municipaux de l'ODS à Ostrava expliquait ainsi les débuts du parti dans sa ville : «À partir de 1991, monsieur le Premier ministre venait ici en personne. J'ai encore une photo du comité préparatoire de l'ODS pour Ostrava. C'était vraiment le bon temps, au printemps 1991... J'ai l'impression que pendant ces sept années [depuis lors] s'est écoulé davantage de temps que pendant toute ma vie antérieure. Comme avant et après le Christ». Notons que pour eux, la «révolution» (celle à laquelle ils ont participé activement) a eu lieu en 1991 (date de la création du parti) autant, si ce n'est plus, qu'en 1989.

2. Braud (P.), *Le Jardin des délices démocratiques*. Paris, Presses de la FNSP, 1991, p. 55.

contemporaines. Mais pour comprendre la portée de l'insistance sur l'efficacité économique en Europe centrale et orientale, il faut se reporter au contexte spécifique de sortie du soviétisme. D'abord, l'économie a été le lieu d'une rupture avec l'ancien système. Là où les économistes chiliens par exemple, insistaient sur les vertus de la continuité par rapport aux dangers des ruptures trop brutales¹, les économistes libéraux est-européens sont apparus au contraire comme les fers de lance de la seule radicalité légitime à l'heure où les «idéologies» étaient tombées en désuétude. Le marché est ainsi accompagné de tous les signes extérieurs de la rupture proprement révolutionnaire² : «thérapie de choc», sentiment d'urgence, volonté d'œuvrer pour qu'aucun «retour en arrière ne soit plus possible»³.

Dans le cas tchèque, l'économie a fait l'objet d'une appropriation idéologique particulièrement marquée, précisément parce qu'elle apparaît comme une rupture décisive avec le régime communiste et une solution nouvelle, davantage encore que dans des pays où, comme en Hongrie ou en Pologne, les réformes économiques ont commencé bien avant 1989. Ainsi que le précise Judy Batt, «contrairement à ce qui se passe en Pologne ou en Hongrie, les Tchèques ne souffrent pas d'une "fatigue des réformes" à la suite de dizaines d'années passées en expérimentations avortées»⁴. Avant 1989, les économistes tchèques étaient, comme le reste de la société, confrontés à une situation d'exceptionnelle fermeture du régime et du personnel politique communiste, à l'instar de toute la période dite de «normalisation» de 1968 à 1989. Après l'échec du Printemps de Prague et de la réforme économique proposée alors par Ota Sik, les débats des économistes avaient abandonné l'idée d'un quelconque réformisme et s'étaient tournés résolument vers l'idée de la liberté du marché. Comme Leszek Balcerowicz en Pologne, V. Klaus avait constitué des groupes de réflexion plus ou moins informels où étaient lus et commentés les travaux de Friedrich von Hayek, Milton Friedman ou George Stiegler⁵.

1. Par contraste avec le discours des économistes tchèques, il est intéressant de noter le jugement d'un économiste chilien d'obédience socialiste cité par V. Montecinos et J. Markoff : «Les économistes sont précieux en période de transition politique parce qu'ils favorisent la continuité ; ils ne pensent pas les choses en termes de changements radicaux» («Democrats and Technocrats : Professional Economists and Regime Transition in Latin America», *Canadian Journal of Development Studies*, 14 (1), 1993, p. 18).

2. A. Pickel évoque, à propos des pays de l'Europe post-communiste, «la force de la position néolibérale lorsqu'elle est vue comme une idéologie de transformation» («Official Ideology ? The Role of Neoliberal Economic Reform Doctrines in Post-Communist Transformation», *Polish Sociological Review*, 4 (112), 1995).

3. C'est ainsi que L. Balcerowicz explique le lancement rapide de sa «thérapie de choc», in Blejer (M. I.), Coricelli (F.), *The Making of Economic Reform in Eastern Europe*, London, Edward Elgar, 1995.

4. Batt (J.), «The Political Transformation of Eastern Europe» in Miall (H.), ed., *Redefining Europe : New Patterns of Conflict and Cooperation*, London, Pinter, 1994, p. 41.

5. V. Klaus avait été l'un des fondateurs du «Club des jeunes économistes», qui, en 1968, avait eu des positions assez radicales prônant un tournant significatif vers le marché. Démis de l'Académie des sciences en 1970, V. Klaus occupe alors divers postes à la [suite de la note page suivante]

Dans ces milieux, l'ancien régime était critiqué moins pour la privation des libertés civiles que pour son incompétence et son inadéquation avec l'économie mondiale. La référence au marché est indéniablement devenue, à ce moment là, le centre d'une idéologie de combat contre le communisme. Dans un livre biographique d'interview de trois «réformateurs est-européens»¹, le discours de V. Klaus se distingue de celui de ses collègues polonais et hongrois, par son style polémique. Quand ses collègues retracent leur parcours intellectuel pour expliquer les positions qui étaient les leurs en 1989, V. Klaus tend toujours à présenter ses «choix» comme étant sans alternative (la démocratie ni le marché ne supportant selon lui d'adjectif) et à rendre simples aux yeux de ses interlocuteurs des transformations qui sont en réalité extrêmement complexes. Il est d'ailleurs connu, notamment de ses adversaires, pour son art de la stigmatisation et de la dramatisation des antagonismes. Le «marché» a bénéficié de ce talent de la conceptualisation combative. Inversement, quand, à partir de 1995, les indicateurs macro-économiques et sociaux ont semblé indiquer au gouvernement qu'un infléchissement de sa politique était souhaitable, V. Klaus est resté relativement fermé à toute remise en cause réelle de ses positions néo-libérales. Le creusement du déficit commercial et l'apparente surévaluation de la couronne, les mouvements sociaux dans les services publics avaient infléchi le discours de certains des ténors du gouvernement qui, comme Vladimir Dlouhy (ministre de l'Industrie) reconnaissaient qu'une politique industrielle et un effort concernant la productivité du travail étaient souhaitables. À l'inverse, V. Klaus réaffirmait alors son opposition «à toute politique industrielle. Une telle politique est impossible. Elle est incorrecte et irrationnelle. Je sais trop à quel point il est inutile de m'asseoir à ma table de travail pour décider de quoi que ce soit à propos de l'industrie. C'est une erreur *a priori*»².

Lieu d'une rupture avec l'ancien système, la réforme économique a pu en outre être interprétée en République tchèque comme un «retour» à une certaine fierté nationale datant de l'entre-deux-guerres, lorsque la Tchécoslovaquie comptait parmi les principales puissances économiques européennes. Contrairement à d'autres pays post-soviétiques, la Tchécoslovaquie a pu légitimement présenter l'époque communiste

Banque centrale jusqu'en 1987, lorsqu'on lui permet de réintégrer l'Académie et de travailler pour le Département de la politique macro-économique de l'Institut de prévision économique. De 1980 à 1986, V. Klaus fonde puis dirige un séminaire mensuel réunissant chercheurs et étudiants en économie autour de lectures et de publications commentant les travaux occidentaux d'économie.

1. Blejer (M. I.), Coricelli (F.), *The Making of Economic Reform in Eastern Europe*, *op. cit.* Notons que la forme et l'objet de cet ouvrage portent en eux-mêmes, autant que son contenu, une indication sur la façon dont est généralement pensée la transition et sur la place qui est accordée aux personnalités politiques et à leur formation professionnelle initiale.

2. Cité par Dangerfield (M.), «Ideology and the Czech Transformation : Neoliberal Rhetoric or Neoliberal Reality ?», *East European Politics and Societies*, 11 (3), 1997.

comme une période de régression et de destruction d'un potentiel industriel qui avait été en son temps compétitif. C'est ainsi qu'en janvier 1991, le gouvernement a pris soin d'accompagner le lancement du *Scénario pour la transformation économique* d'un programme de sensibilisation auprès du public, expliquant le déclin temporaire du niveau de vie comme une conséquence inévitable de la politique économique désastreuse menée sous le communisme. De même le «retour en Europe» a pu être conçu, en République tchèque, comme la restauration du dynamisme économique d'antan et d'une certaine vision de la place que doit occuper l'État tchèque dans le concert des nations.

En lançant la privatisation de masse pour faire participer l'ensemble de la population à la vente des biens étatiques, l'ODS a fait de son programme économique un réel projet de société, ce précieux «horizon partagé»¹ qu'est, selon Norberto Lechner, un projet politique commun. Le lancement de la privatisation par coupons en 1992 a été le point d'orgue de ce capitalisme populaire particulier qui a fait l'originalité de la politique gouvernementale de l'ODS. Alors que le gouvernement polonais Mazowiecki avait, pendant six mois, débattu à huis clos de la privatisation des entreprises d'État, échouant à faire participer la population à une des entreprises les plus vastes et les plus symboliques du post-communisme², V. Klaus, encore ministre des Finances, lançait «sa» privatisation³. Le marché a paru «accessible à tous», non en termes simplement consuméristes, mais actifs, pour «faire sien» (et se sentir partie prenante à) ce que la plupart des réformateurs est-européens présentaient comme un apprentissage difficile et coûteux.

*

* *

On voit combien, contrairement à de nombreuses interprétations «naturalistes» des transitions, dans des périodes de changement politique, les nouveaux entrants doivent «créer par leur concurrence (entre eux et avec leurs prédécesseurs) les conditions de possibilité de

1. Lechner (N.), «À la recherche de la communauté perdue», *Revue internationale de sciences sociales*, 129, 1991.

2. Voir la description que fait W. Wesolowski de ce moment à ses yeux crucial dans la transition polonaise («Les deux élites de Solidarité», in Mink (G.), Szurek (J.-C.), dir., *Anciennes et nouvelles élites en Europe centrale et orientale*. La Documentation française, Problèmes économiques et sociaux n°703, 1993, p. 20-25).

3. Cet exemple montre à quel point le «professionnalisme» a été, dans le cas tchèque, un mode de légitimation plus encore qu'un mode de gouvernement. Le critère déterminant dans le choix de la modalité de privatisation a été le critère politique, autant si ce n'est davantage que la rationalité économique. De façon prévisible, c'est bien ceci qui est aujourd'hui (*a posteriori*) reproché au gouvernement Klaus. À propos des effets politique et électoraux de la privatisation par coupons, on consultera les travaux de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences tchèque et en particulier : Earle (J. S.), Gelhlbach (S. G.), Sakova (Z.), Vecernik (J.), *Mass Privatization, Distributive Politics and Popular Support for Reform in the Czech Republic*, Prague, Institut de sociologie, Working Papers, 4, 1997.

leur réussite politique»¹, notamment dans la lutte pour la définition des qualités requises pour l'occupation de positions politiques. Dans le cas tchèque, c'est la mobilisation de 1989 et l'institutionnalisation progressive du Forum civique au cours de l'année 1990 qui ont permis l'émergence d'un nouveau groupe d'acteurs qui n'était pas présent dans les «négociations entre élites» telles qu'elles se sont déroulées en 1989-1990. Sans prendre en compte l'ampleur de la mobilisation de 1989, sa perpétuation au sein du Forum civique, son extension territoriale et la captation de ses structures par l'ODS, bien des aspects de la dynamique de la démocratisation tchèque demeurent obscurs, notamment le type de professionnalisation politique qui s'y instaure valorisant des compétences et des références économiques et techniques. En ce sens, les rapprochements sont fructueux avec les études de socio-histoire ou d'anthropologie politique² portant sur des époques ou des zones géographiques différentes (émergence d'élites politiques nouvelles dans des pays en démocratisation, construction historique et sociale des identités politiques). En particulier, les récents travaux sur la professionnalisation politique et l'émergence de la figure du politicien professionnel au XIXe siècle en France³ attirent l'attention sur le fait que, y compris dans les démocraties consolidées qui servent aujourd'hui de référence dans différentes parties du monde, la spécialisation politique a été l'objet de luttes et de constructions, avant qu'apparaisse comme «naturelle» la séparation entre le profane et le professionnel de la politique⁴. Ces travaux obligent à prendre en compte dans l'analyse de ce qui se passe dans le processus de transition les spécificités du moment où il s'accomplit. Aujourd'hui la démocratie est un régime connu (et non pas à créer de toutes pièces) constitué en modèle légitime et le changement politique entrepris s'effectue directement sous les yeux de l'ensemble des observateurs internationaux (ce qui était moins vrai au XIXe siècle). Ces particularités ne sont pas sans effet sur les élites politiques, notamment en République Tchèque où la démocratie bénéficie déjà d'une tradition historique prestigieuse et peut servir de référent national. De même, le souci de restituer la signification précise des

1. C'est une des problématiques soulevées par M. Offerlé à propos de la professionnalisation politique dans sa présentation du numéro consacré aux «Entrées en politique», *Politix*, 35, 1996, p. 3.

2. Nous pensons à J.-F. Bayart, C. Jaffrelot ou F. Adelhah, du CERI, dont les travaux, bien que portant sur des terrains culturels tout à fait différents, m'ont été précieux pour garder une attention vigilante à l'inventivité du social.

3. Le parallèle est intéressant avec les travaux de J. Joana sur les députés français du XIXe siècle. On observe le même phénomène de différenciation plus affirmé de l'activité politique du fait de l'entrée de nouveaux acteurs dans la compétition politique. Mais, de même que dans le cas français, il convient ici de nuancer le passage présenté souvent de façon trop simpliste, du «dilettante» au «professionnel» (*Pratiques politiques des députés français au XIXe siècle. Du dilettante au spécialiste*, Paris, L'Harmattan, 1999).

4. D. Damamme montre en particulier comment la figure du politicien professionnel apparaît au cours du long processus historique de la démocratisation. Pour cette contribution («Professionnel de la politique, un métier peu avouable»), et plus largement pour une étude fouillée de ces problématiques, on se reportera à Offerlé (M.), dir., *La profession politique, XIXe-XXe siècle*, Paris, Belin, 1999.

événements oblige à reconsidérer ce qui se joue dans la mise en avant d'un «néolibéralisme» radical. Si le «marché» est une valeur imposée par l'ensemble des responsables internationaux (voire le poids immense du FMI), il a constitué, dans le cas tchèque, une utopie «libératrice» de l'ancien régime communiste. Sans une attention à cette vision subjective de la démocratie, l'étude des démocratisations est-européennes risquerait de se réduire à la description désenchantée de régimes apparemment dénués des «mythes fondateurs» qui sont attachés aux histoires politiques nationales occidentales.